



LES ÉCHOS DU CE

SEPTEMBRE 2015

Présents pour la CGT : Gaëlle ARZUR (Brest), Karine CEVAER (Rennes), Alexandra BOULAY-DUPE (Nantes), Catherine GAUBERTI (Caen), Sophie GOUBIL (Nantes), Jean-Hervé GUILCHER (Brest), Hervé GUILLERMIC (Vanves), Nathanaël LEMAIRE (Tours).

Représentante syndicale : Fabienne LABIGNE (Nantes).

✓ TOUT LE MONDE IL EST GENTIL, ENFIN PRESQUE...

Pour sa première présidence de CE dans ses nouvelles fonctions, le directeur du Pôle s'est livré à un **discours de politique générale**, manifestant son « *plaisir de continuer l'aventure avec vous* », se réjouissant de la « *continuité des structures* » qui, selon lui, est « *une bonne nouvelle pour nous tous* ».

M. Le Guennec veut mettre l'éditorial au centre de son action, affirmant qu'il se place ainsi dans la continuité de ses prédécesseurs et se félicitant de prendre la direction du Pôle à un moment « *stratégique avec la réforme des régions* ».

On a en particulier noté que « *le fait de travailler ensemble nous rend plus efficaces* ». Il s'agissait là de la direction unique national/régions de France 3, mais on saura appliquer le principe à d'autres sujets, par exemple la prise en compte des aspirations ou savoir-faire des salariés ou les relations sociales.

Du reste, une nouvelle ère s'ouvre, selon Jean-Michel Le Guennec, **l'année zéro des relations au travail**, semble-t-il : « *il faudra que l'on apprenne à se reparler. Et c'est valable pour tout le monde* », il faudra « *refonder le contrat social entre l'encadrement et les salariés* ». Un monde de lumière s'ouvre sous nos pas, avec de gentils managers en empathie avec les salariés, et des personnels qui portent en sautoir leur joie au travail.

Un tableau touchant qui n'a pas résisté longtemps à l'épreuve d'un certain nombre de dossiers concrets (voir plus loin le chapitre sur KA-SAT ou sur le pilote web d'Orléans). De même, en termes de dialogue social, le nouveau directeur trouve

que les élus passent trop de temps à rédiger des motions : « *45 minutes pour ça ? Vous ne pouviez pas le faire en préparatoire hier ?* ». On a compris qu'il faut « qu'on apprenne à se reparler », mais en temps chronométré.

Le nouveau directeur pense que le pôle Nord-Ouest est le mieux armé pour participer à la future chaîne tout info, car il a, plus que les autres, multiplié les bureaux de proximité. On n'en a pas su plus, mais on a perçu le discours d'**allégeance à la nouvelle patronne**.

Et de faire **l'éloge de l'organisation en pôles** qui a, selon le directeur, « *atténué les effets des restrictions budgétaires* » au cours des dernières années. De cela, on attend toujours les preuves, et ce n'est pas faute de les demander...

Manifestement **la nouvelle direction nationale de France 3 a lancé un bilan complet des programmes en région, pour voir ce qui marche ou pas**. On devine qu'il va y avoir de l'écrémage, à plus forte raison dans un contexte de perspectives financières sans cesse rétrécies.

Quelques précisions sur les « Assises de l'entreprise » annoncées par la nouvelle présidente : elles doivent commencer prochainement et jusqu'à la mi-décembre.

Chaque collaborateur est censé recevoir une invitation personnelle à s'inscrire à une de **ces rencontres qui auront lieu dans les antennes-centres**. La direction dit étudier la manière de faire participer les salariés des locales et des BIP, à priori par visio-conférence.

Ces réunions se feront **en présence de deux membres du Comex** de France Télévisions (le Comex, ce sont les 12 principaux dirigeants autour de la présidente, dont les directrices et directeurs généraux de la stratégie, de la gestion, des ressources humaines ou encore les directeurs exécutifs des chaînes) et des consultants extérieurs...

On nous annonce que **chacune de ces rencontres durera 2 heures**, autant dire qu'il va falloir être concis... Ce qui laisse craindre que ces « assises » se résument à une triste farce.

✓ **BILAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE AU 1^{ER} SEMESTRE**

Les élus ont donné un avis négatif à la réalisation du plan de formation au 1^{er} semestre. Plusieurs raisons à cela :

- **la consommation du budget et des heures de formation est très en retard** : 28% du budget consommé au 30 juin. A fin août, 56% de dépenses prévues sur l'année.

- **l'absence de suivi statistique et qualitatif** satisfaisant du recours au e-learning.
- **le faible taux de réalisation des entretiens annuels** (seulement 41% d'entretiens validés sur le pôle ; un peu plus de la moitié avec les entretiens en attente de validation).

✓ **LES ORIENTATIONS DE LA FORMATION POUR 2016-2018**

La direction présente des **orientations pluriannuelles pour la formation**. Un peu surprenant, dans la mesure où :

1. France Télévisions ne dispose toujours pas d'une stratégie
2. Le prochain contrat d'objectifs et de moyens (COM) n'a toujours pas été négocié
3. Les négociations autour d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) n'ont toujours pas commencé.

En réalité, **on aura compris que le rapport Vacquin est passé par là** (voir les Echos du CE d'avril) et que ce document en est la mise en musique. Il repose en particulier sur la mise en place d'une GPEC, mais il faudra auparavant avoir négocié une cartographie des métiers et des compétences. On en est loin.

Quant au management, il est mis au centre du dispositif, avec des objectifs rien moins ambitieux que de « *susciter le sens de la solution* », permettre « *l'émergence d'une nouvelle vision du management* », être acteur d'une « *culture de la prévention* », « *savoir fixer un cap* », « *susciter et porter l'innovation et la créativité* », « *communiquer et transmettre* », « *répondre avec « agilité » aux attentes de l'entreprise et des collaborateurs* », bref « *constituer une communauté managériale solidaire en phase avec l'entreprise et l'ensemble des collaborateurs* ». Mazette ! Il y a du boulot. **Sur le papier, c'est une autre entreprise qui se dessine, pas celle que l'on connaît.**

C'est ce qu'ont mis en avant les élus dans leur **avis**.

✓ **UN BILAN DE L'ALTERNANCE EN DEMI-TEINTE**

Autre consultation légale obligatoire, celle qui concerne la mise en œuvre des contrats de professionnalisation et d'apprentissage.

Au 1^{er} janvier, il y avait 13 alternants dans le Pôle, 7 contrats de professionnalisation et 6 apprentis.

10 contrats se sont terminés à la fin de l'été et 2 ont été prolongés. 10 nouveaux contrats ont été lancés en septembre et 4 autres doivent l'être dans les semaines qui

viennent, notamment 2 contrats de journalistes boursiers qui attendent la validation de leurs jurys à la mi-octobre.

Officiellement, les contrats concernent des **secteurs « en tension »** : RH, journalisme, techniciens vidéo, monteurs, communication et informatique, mais bizarrement, la direction ne veut pas entendre parler d'infographistes alors qu'il y a un vrai besoin.

La politique d'alternance du pôle Nord-Ouest **ne contribue pas à la résorption du déséquilibre hommes/femmes**. Notre entreprise de service public ne fait pas non plus le choix de l'insertion des personnes en situation de minimas sociaux.

Les élus ont donné un avis négatif.

✓ **KA-SAT : LE COUTEAU-SUISSE DE LA TELE LOW COST DEBARQUE**

Après avoir consulté au pas de charge – et de mauvaise grâce – le CCE et les CHSCT, **la direction se lance désormais dans le déploiement de son outil miracle du futur, le VRC**, autrement dit le Véhicule de Reportage Connecté. Appelé également KA-SAT car il utilise la bande de diffusion satellite « KA », cet outil n'a que des avantages aux yeux de la direction. D'abord, **il évince totalement les techniciens de la transmission des images et de la captation des directs de reportage et transforme les journalistes en hommes à tout faire...** enfin, à faire de moins en moins de contenu journalistique, c'est sans doute ça, la télévision de demain.

Pour résumer, il s'agit d'une parabole montée sur un petit 4X4 Dacia Duster. Ce véhicule qui **doit arriver à Brest à la mi-octobre et à Bourges et Cherbourg avant la fin de l'année** est appelé à sortir tous les jours, puisqu'il remplacera un véhicule de reportage classique.

Tous les JRI et biquil de Brest, Bourges ou Cherbourg seront formés. Ce sont eux qui devront, en plus (ou à la place) du tournage des reportages, déployer la parabole et assurer la transmission d'images ou les directs au cul du 4X4.

Et quand on rétorque à la direction que ce n'est pas leur métier, qu'on gagnerait à ce que leur temps soit mis à profit pour enquêter ou faire le travail de vérifications qui constitue la base du métier, la direction répond sans rire : « *c'est un véhicule qui pointe de manière automatique, c'est tout simple* ». Dans le cadre de Vis ma vie, nous suggérons au directeur du Pôle d'aller manipuler KA-SAT pendant une semaine sur le terrain. On fera le bilan à l'arrivée.

Quel sera l'impact de ce nouvel outil sur la ligne éditoriale ? Quel impact sur l'activité des monteurs, des opérateurs DSNG ? La direction évacue la question, comme si elle n'avait pas lieu d'être, tout en précisant que l'utilisation du KA-SAT ne relèvera pas du volontariat.

A l'unanimité, **les élus ont voté une résolution**.

✓ **LE WEB EST VRAIMENT UN MONDE A PART...**

On apprend que le poste vacant de **pilote web à Orléans** va être provisoirement occupé par une journaliste CDD en requalification, afin de voir si elle convient. Selon quels critères ? On n'en sait rien. Selon quelles compétences ? Silence également. Mais la personne vient de bénéficier, à la va vite, d'une formation sur le pouce auprès du pilote web de Vanves, lui-même transfuge d'Orléans. **La transparence est en marche...**

✓ **A VENIR**

Prochain CE : 16 octobre.

Prochain CCE : 1^{er} et 2 octobre.



Avis sur la réalisation du plan de formation du pôle Nord-Ouest au 30 juin 2015

Les élus notent un retard de réalisation du plan de formation au 30 juin, avec seulement 28% de consommation du budget et 56% de prévision de consommation au 31 août.

Les gros projets comme la mise en place de la régie d'Orléans ne suffiront pas à résorber ce retard.

Alors que les budgets de formation sont en diminution, les élus du CE France 3 Nord-Ouest appellent la direction à mettre tout en œuvre pour consommer les budgets, en prenant en compte les demandes exprimées par les salariés au cours de leurs entretiens individuels.

Les élus déplorent justement le retard considérable de réalisation de ces entretiens, alors qu'aujourd'hui toute la politique de formation de l'entreprise est censée être articulée autour.

La direction n'est pas en mesure aujourd'hui de fournir des statistiques quantitatives et qualitatives éclairantes sur le recours au e-learning. Dans la mesure où il s'agit d'un mode de formation qui est amené à se développer, il est urgent de travailler à l'adaptation des outils pour qu'ils puissent fournir ces indicateurs.

Les 1ers chiffres parcellaires fournis montrent que le recours au e-learning est pour l'instant un échec patent. 34 inscriptions pour 900 salariés, le ratio montre que, faute de planification digne de ce nom, de locaux dédiés et d'adéquation de la pédagogie proposée, les salariés ne peuvent suivre ces formations.

Les élus insistent sur la nécessité de fournir aux instances et aux salariés des éléments statistiques qualitatifs leur permettant de mesurer la corrélation entre les demandes des salariés et leur prise en compte effective, débouchant sur une action de formation.

Au vu de toutes ces remarques, les élus du CE France 3 Nord-Ouest donnent un avis négatif au bilan du plan de formation du pôle Nord-Ouest à la fin juin.

**Adopté à l'unanimité
CFDT, CGT, FO, SNJ et SUD s'associent.**

Rennes, 25 septembre 2015



Avis du CE France 3 Nord-Ouest sur les orientations du plan de formation 2016 de France Télévisions

A la lecture du document d'orientation de la formation pour les années 2016-2018, les élus reconnaissent que sur le papier les orientations du plan de formation fixent un cap qui semble avoir pris en compte la nécessité d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ou certaines des préconisations du rapport Vacquin, notamment la nécessité de former une ligne managériale « responsable et solidaire (...) en phase avec l'entreprise et l'ensemble des collaborateurs ».

Cependant, le document ne donne pas les éléments qui permettront de parvenir à ces objectifs, ni ne fixe un échéancier de réalisation et des nécessaires négociations qui l'accompagnent pour les 3 années du plan.

Si certaines des orientations nous paraissent positives, on ne peut faire table rase de la réalité de l'entreprise : relationnel très dégradé entre la structure hiérarchique et les salariés d'une part, situation de récession économique de l'autre. Ce projet ambitieux risque de rencontrer bien des freins à sa mise en œuvre et la période tri-annuelle du plan paraît de ce fait peu réaliste. Il sera par ailleurs largement impacté par les choix stratégiques du prochain COM.

Au cours des dernières années, les managers ont bénéficié d'un effort considérable en termes de formation, pour quel résultat ? Aujourd'hui, vu du terrain et du rapport Vacquin, tout reste à faire.

Or, sur ces sujets qui touchent à la confiance et aux perspectives qu'on donne aux salariés d'un secteur en pleine mutation, il y a urgence.

Au vu de l'existant, de l'absence de stratégie définie à ce jour pour France Télévisions, les élus ne disposent pas des éléments leur permettant de lever leurs réserves sur la mise en œuvre de ces orientations.

**Adopté par 12 voix. Une abstention
CGT, FO, SNJ et SUD s'associent.**

Rennes, le 25 septembre 2015



Avis sur les conditions de mise en œuvre des contrats d'apprentissage et de professionnalisation au sein de France 3 Nord-Ouest

Les élus reconnaissent un certain nombre d'améliorations dans les conditions de mise en œuvre des contrats d'apprentissage et de professionnalisation au sein du pôle Nord-Ouest.

Cependant, ils réfutent un ciblage restreint des métiers ouverts à ce mode de formation, alors qu'aucune GPEC n'a encore été négociée à ce stade. Pourquoi, par exemple n'accueille-t-on pas d'infographistes ?

Les élus rappellent que les alternants sont des personnes qui viennent apprendre un métier, pas servir de main d'œuvre à moindre coût.

Les élus constatent par ailleurs que cette politique ne permet toujours pas de rééquilibrer le rapport femmes/hommes. Le recrutement reste exclusivement féminin dans les secteurs RH ou à très large dominante masculine dans les métiers techniques ou informatiques.

Les élus donnent acte à la direction de sa volonté de rajeunir la pyramide des âges par le biais de la formation en alternance, mais ils déplorent que cette politique se fasse au détriment de l'insertion des personnes aux minimas sociaux.

Ils regrettent que cette présentation au CE soit lacunaire et approximative, qu'il ne soit pas possible, par exemple de se faire présenter les documents de suivi et d'évaluation des alternants pendant leur présence dans l'entreprise ou de disposer d'informations statistiques, comme le taux de débouché de ces contrats sur une véritable embauche.

En conséquence, et même s'ils réaffirment leur attachement à la formation en alternance, les élus donnent un avis négatif aux conditions de mise en œuvre des contrats d'apprentissage et de professionnalisation au sein de France 3 Nord-Ouest.

**Adopté à l'unanimité
CFDT, CGT, FO, SNJ et SUD s'associent.**

Rennes, le 25 septembre 2015



Résolution sur le déploiement des VRC dans le pôle Nord-Ouest

La direction du pôle Nord-Ouest annonce qu'elle va déployer 3 nouveaux véhicules de reportage connectés (VRC) dotés de la technologie KA-SAT à Brest, Bourges et Cherbourg d'ici la fin de l'année.

Ces véhicules dotés d'une parabole sont censés permettre de faire du direct et d'envoyer des images. Ils seraient exclusivement manipulés par les JRI et les journalistes à compétence complémentaire. Ils remplaceront de fait un véhicule de reportage.

Les élus alertent sur les implications de l'introduction de cette nouvelle technologie en termes de métiers, d'emploi et de conditions de travail. Voire de santé.

Le temps que les journalistes passeront à effectuer les tâches techniques dévolues à la transmission, ils ne le mettront pas au service de leur cœur de métier et de la qualité éditoriale.

Quel avenir pour le reportage, face à la multiplication des directs ?

Quel avenir pour les métiers techniques, monteurs, OPS ou vidéos, si l'on réduit le nombre de reportages ou parallèlement le recours aux DSNG ?

Les élus du CE France 3 Nord-Ouest dénoncent cette orientation, qui n'a jamais été débattue dans cette instance ni avec les organisations syndicales et qui peut mettre en souffrance les salariés et ne manquera pas de dégrader l'antenne et de contribuer un peu plus à la « lowcostisation » de l'information locale et régionale.

**Adopté à l'unanimité
CFDT, CGT, FO, SNJ et SUD s'associent.**

Rennes, le 25 septembre 2015